FLN : IL JOUE SUR LE FACTEUR TEMPS POUR IMPOSER SES LISTES

Le faux suspense de Belkhadem

De tous les partis en lice pour les prochaines législatives, c'est incontestablement le Front de libération nationale qui polarise l'attention, y compris même en son sein en raison du mystère cultivé à propos de ses listes électorales. Un mystère sciemment entretenu par Abdelaziz Belkhadem pour des considérations purement tactiques.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - «Belkhadem sait que le temps joue pour lui dans cette affaire.

Il faut savoir en effet que la date limite fixée par la loi pour le dépôt des listes électorales au niveau du ministère de l'Intérieur est le dimanche 25 mars à minuit. Matériellement, il ne reste plus aucune possibilité à d'éventuels mécontents de quitter le FLN pour se présenter sur une autre liste», nous explique une source sûre au parti.

«Il ne faut pas se faire d'illusion, cependant : la configuration en gros des listes du FLN est déjà connue et les listes seront confiées à des proches du SG», poursuit notre source. Il faut également rappeler que le bureau politique du parti est en réunion ouverte, quotidienne et sans interruption depuis le 20 février dernier au niveau de l'hôtel le Mouflon d'or à Alger avec, comme seul point à l'ordre du jour, la présélection des candidats, wilaya par wilaya.

Le bureau politique fait ainsi le tri de la pléthore de candidatures pour fixer la composante finale de la liste FLN pour chaque wilaya. La composante mais pas l'ordre du classement final des candidats sur la liste. «Le classement final sera opéré par le secrétaire général», nous confie encore notre source. Ceci, bien évidemment, avant de soumettre toutes les listes à une dernière appréciation, la plus décisive de toutes, celle de Bouteflika en personne. «Mais contrairement à ce que l'on entend ces jours-ci, ni les ministres ni les membres du BP ne sont exclus», nous révèle notre source.

Photo : DR

C'est ainsi que le président de l'Assemblée, Abdelaziz Ziari, conduira la liste d'Alger. «Un choix tranché en haut lieu.»

Le ministre de l'Enseignement supérieur, Rachid Harraoubia, qui voulait la prestigieuse place de tête de liste dans la capitale, se présentera finalement à Annaba ou à Souk Ahras.

Sans surprise, aussi, le ministre des Transports, Amar Tou, conduira la liste FLN dans la wilaya de Sidi-Bel-Abbès, alors que le ministre du Travail et de la Protection sociale, Tayeb Louh, est annoncé, lui, comme tête de liste à Tlemcen.

Pour la wilaya de Bordj-Bou-Arréridj, la tâche sera confiée au ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication.

«D'autres ministres sollicités ont refusé de se présenter. Il s'agit du ministre de la Solidarité nationale, Saïd Berkat, du ministre de la Santé Djamel Ould Abbès, du ministre de l'Industrie Mohamed Benmeradi. Mahmoud Khodri et Hadi Khaldi, respectivement ministre des Relations avec le Parlement et de la Formation professionnelle avaient également fait savoir qu'ils n'étaient pas intéressés par une éventuelle candidature. Alors qu'enfin, d'autres ministres comme Hachemi Djiar, Rachid Benaïssa et Abdelkader Messahel ne se sont même pas manifestés», dixit la même source.

Il y a lieu aussi de s'attendre à ce que des noms de «redresseurs» soient injectés dans les listes officielles du FLN comme cela a été convenu entre Abdelaziz Belkhadem et Salah Goudjil.

K. A.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Rebaïne appréhende la fraude

Il appréhende une fraude électorale, prédit une forte abstention mais il maintient son parti dans la compétition électorale. Lui, c'est Ali Fawzi Rebaïne, le président de AHD 54 qui s'est exprimé hier devant la presse.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Peuchaut d'Ali Fawzi Rebaïne que le scrutin électoral soit encore une fois biaisé. Il aligne son parti dans une course où lui-même ne voit aucun brin de loyauté. Ali Fawzi Rebaïne affirme, en effet, quitte à ce que sa démarche souffre de contradiction, que le pouvoir, par l'organisation d'une élection législative, veut juste gagner du temps.

N'empêche que AHD 54, un parti qui n'est visible qu'à l'approche des consultations électorales, y va. «Je suis un militant et de longue date», argumente Ali Fawzi Rebaïne, lorsque la presse note cette contradiction entre son discours du jour et la démarche prônée. Il oppose la même réplique quand il lui est demandé s'il allait se retirer du processus électoral en cas de fraude avérée. Vraisemblablement, le président de AHD 54 n'est pas rongé par le souci de cohérence.

Photo : Samir Sid

Fawzi Rebaïne.

«Ce sont les mêmes mécanismes qui ont prévalu en 2004 et en 2009 qui sont reconduits. Ce sont les mêmes personnes qui chapeautent l'organisation des législatives», souligne-t-il comme pour attester que les mêmes pratiques de fraude seront au rendez-vous. Ali Fawzi Rebaïne, qui se plaint de ce que l'Etat ne finance pas les campagnes électorales des partis et ne rétribue pas les membres de la Commission politique de surveillance des élections présidée par un militant de AHD 54, Mohamed Seddiki, pour ne pas le nommer, accuse les juges de ne pas jouir d'indépendance. En guise d'illustration, il révèle qu'en 1999, après la validation des résultats de l'élection présidentielle, les juges siégeant au Conseil constitutionnel ont été grassement récompensés. «Les juges du Conseil constitutionnel ont reçu en 1999, en guise de récompense, des Passat haut de gamme.»

Ali Fawzi Rebaïne demande, en outre, l'ouverture d'enquête sur cette histoire de «chkara» qui gangrène la confection des listes électorales. «Les positions sur les listes électorales se vendent, y compris chez les partis de la coalition», accuse-t-il. Cela dit, la diatribe du jour, le président de AHD 54 l'a réservée à l'ONM qui vient de tenir son congrès.

Selon Ali Fawzi Rebaïne, l'organisation s'est compromis avec tous les pouvoirs dictatoriaux et ce, depuis sa création.

«Que l'ONM a-t-elle donné pour le peuple et la société algérienne et que représente la famille révolutionnaire ?», s'interroge-t-il. Ali Fawzi Rebaïne dit ne pas comprendre pourquoi l'ONM n'a pas pris sur elle d'honorer d'illustres moudjahidine comme Abane, Krim, Chaâbani, Si El Haouès et d'autres.

S. A. I.

Soltani convaincu d'une victoire islamiste, pour peu...

Soufflant le chaud et le froid comme à son habitude, le leader du MSP s'est montré optimiste quant à la victoire du camp «vert» aux élections législatives du 10 mai prochain qu'il a qualifiées de véritable «révolution des urnes», pour peu, dit-il, que le choix du peuple ne soit pas, une fois de plus, détourné.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Auquel cas, Bouguerra Soltani n'a pas hésité à réitérer, furtivement, la menace de retrait brandie en compagnie de ses deux compères de la coalition de l'Algérie verte, samedi dernier lors d'une conférence de presse. Car pour l'essentiel de son intervention, ce mardi sur les ondes de la radio Algérie internationale, dans le cadre de son émission hebdomadaire «Les point sur les I», il était question de préparation du triumvirat islamiste à ce rendez-vous électoral et ce, sur tous les plans.

D'abord au chapitre de la confection des listes communes, le successeur de feu Nahnah n'a pas démenti le bouillonnement de la base des trois partis coalisés au sujet du choix des têtes de listes, mettant cela sur le compte «d'un phénomène naturel qui arrive à chaque élection». Ceci non sans relever la sérénité ayant caractérisé globalement cette opération avec le soin, précisera-t-il, pris de tenir compte du poids de chaque parti dans chaque circonscription électorale.

Soltani affirmera que le triumvirat a exploré en dehors même de ses périmètres en optant, dans bien de cas, pour des personnalités localement influentes de par leur intégrité, leur probité et leur niveau intellectuel. Preuve s'il en est, s'enorgueillit le patron du MSP, la coalition verte «ratisse au-delà de son camp pour l'intérêt du pays» qu'il dit «placer au-dessus de toute autre considération». Ainsi, précise-t-il, les listes au niveau de 34 wilayas ont été finalisées et les autres devraient l'être d'ici samedi prochain. Soltani affirmera ne pas se porter candidat, au même titre d'ailleurs que son compère du mouvement El Islah, Hamlaoui Akkouchi, laissant la place aux jeunes générations avec lesquelles il se dira «gêné de livrer bataille». A contrario du leader du mouvement Nahda, Fateh Rébai qui pilotera la liste commune au niveau de la wilaya de Médéa.

Photo : Samir Sid

Aboudjerra Soltani.

Sur un autre plan, le leader du MSP ne se sent pas gêné outre mesure par la position inconfortable de son parti qui a un pied dans le gouvernement et un autre dans l'opposition suite à son retrait de l'Alliance présidentielle, il y a quelques mois. Bien au contraire, il voit dans cette dualité un point qui peut jouer en faveur de la coalition, en ce sens, se défendra-t-il, que les électeurs auront à nous juger sur nos bilans, ceux des nos ministres». Deux de ces derniers, Ghoul et Khanafou, dirigeront d'ailleurs les listes du triumvirat à Alger et Tlemcen, les autres membres du gouvernement du mouvement ayant décliné la proposition de faire de même, «préférant offrir la chance à de nouvelles compétences parmi les jeunes générations», dira Soltani.

Ghoul futur président de l'APN, pourquoi pas ?

Et à propos du ministre des Travaux publics dont il loue le «colossal travail» accompli dans son secteur, le président du MSP voit en son poulain le futur président de l'APN, certain de la victoire du camp islamiste. Car, à propos de l'ombre et de la rude concurrence que lui feraient Menasra et Djaballah qui butinent dans les mêmes plates-bandes islamistes, Soltani affirmera ne pas en être gêné, lâchant que les deux leaders qu'ils considère comme les enfants naturels du camp finiront, tôt ou tard, par rejoindre la coalition une fois à l'Assemblée. «La victoire du Front du changement est la nôtre, celle du Front de la justice et du développement est aussi la nôtre», dira-t-il, invitant les partis des autres obédiences à se «constituer en familles et courants pour faciliter les choix des électeurs actuellement déboussolés devant la kyrielle de partis», dont le nombre ne cesse de gonfler ces derniers temps.

D'autres camps, notamment démocrate, qu'il invitera à cesser sa phobie du courant islamiste prêt, dira-t-il, à conclure un code d'honneur garantissant les libertés individuelles et collectives, l'alternance au pouvoir, etc. Dénonçant le phénomène de la chkara qui caractérise l'opération de confection des listes de candidatures, Soltani dira que les candidats de la coalition sont tenus de cotiser selon la position et la chance de chacun de se faire élire, fixant le seuil de 100 millions de centimes pour celui qui pilotera toute liste. De quoi assurer les frais de la campagne électorale dont, dit-il, le militant de base assumera l'essentiel avant de confesser : «Nous, nous n'avons pas peur des populations qui nous accueillent à bras ouverts là où nous passons et il est des localités où nous n'aurons peut-être à débourser aucun centime.»

M. K.